

Interview de M. ABAGLO Ayité Esè, Secrétaire Générale de la FE.SYN.T.E.T

« Rien ne justifie ce comportement de la STT... Nous ne pourrions pas sacrifier 3.000.000 d'élèves à l'autel des revendications de l'amélioration de nos conditions de vie. Si ce sont les salaires qui ne sont pas payés, on pourrait comprendre » P. 6



# TR TOGOREVELLE

TR 180 du 24 Mars 2015  
Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

Le pari d'une actualité qui réveille



Pour l'amélioration de leur condition de travail et de vie P 3

## LA MUTUELLE DES ARTISTES ET JOURNALISTES DU TOGO PORTEE SUR LES FONTS BAPTISMAUX

■ QUAND GERRY TAAMA DEMANDE INDIRECTEMENT UNE RECOMPOSITION DE LA CENI P 5

Trois Candidats sur Cinq n'ont pas de représentants à la CENI

■ M. Henry GAPERI, Commissaire Général de l'OTR : « Nos objectifs pour cette nouvelle année, c'est de continuer à bâtir une culture d'entreprise propre à l'OTR et cela est déterminant dans les résultats que nous atteindrons prochainement. » P 4

■ Démarrage des travaux sur les tronçons Tabligbo-Aného et Amegran-Afagnan

LE CHEF DE L'ETAT DONNE LE PREMIER COUP DE PIOCHE P 4

Deux semaines après l'appel à la mobilisation de fonds pour la sécurisation du vote de leurs militants

CAP 2015 ET JEAN PIERRE FABRE PEINENT A RECOLTER 1 MILLION SUR 135 MILLIONS Les militants évitent de justesse une arnaque mal ficelée P 2

La STT prise au piège du radicalisme infructueux, de la politisation de la lutte et de l'exclusion des autres centrales syndicales

## UNE NOUVELLE GREVE DE 5 JOURS MAL SUIVIE P 2



Des talibans menacent et violentent leurs collègues... Plusieurs collègues ont fait cours

## Deux semaines après l'appel à la mobilisation de fonds pour la sécurisation du vote de leurs militants CAP 2015 ET JEAN PIERRE FABRE PEINENT A RECOLTER 1 MILLION SUR 135 MILLIONS Les militants évitent de justesse une arnaque mal ficelée



Jean Pierre Fabre, candidat du CAP 2015

Dans l'état major de CAP 2015, c'est l'heure de la remise en cause de la plupart des stratégies mises en place pour récolter les fonds pour prendre part à une élection qu'ils ont de tout temps dénoncé et à laquelle ils ont promis ne pas prendre part si les réformes n'étaient pas effectives avant le scrutin. Et l'une de stratégies de mobilisation de fonds en dehors des tournées européennes pour convaincre une diaspora de plus en plus réticente à cotiser, a été la récente sortie des responsables de l'ANC et de CAP 2015, sortie au cours de laquelle des collaborateurs de taille que Patrick Boevi Lawson, ont envahi les médias pour convaincre militants et sympathisants sur la nécessité de leur donner des moyens pour défendre leur vote à travers une stratégie de sécurisation qui n'a pas convaincu et qui consisterait à donner un peu plus d'argent aux représentants de CAP 2015 dans les 9000 bureaux de vote à travers le territoire national.

Deux semaines après cet appel à la mobilisation des fonds, selon certaines indiscrétions, seuls quelques deux cent militants ont pu cru à la stratégie pour apporter une contribution qui se chiffre à ce jour à la somme de six cent soixante treize mille (673 000 F CFA). La barre de un million ayant été difficilement atteinte, sur les 135 millions annoncés pour couvrir totalement cette opération. Les militants et sympathisants de l'ANC n'y croient apparemment pas. Et cette autre trouvaille est perçue comme un créneau pour soutirer des fonds à des

militants et sympathisants qui comme partout rechignent à cotiser dans le cadre des activités politiques. D'autres militants plus regardants qualifient cet appel d'escroquerie et ne comprennent pas pourquoi leur candidat et CAP 2015 leur demandent encore de l'argent alors que l'Etat a alloué une enveloppe conséquente à tous les candidats engagés dans cette compétition.

Depuis quatre jours, selon nos indiscrétions, aucun contributeur sollicité n'a apporté un seul centime. Face à cet échec, les membres de la structure chargée de la collecte de ces fonds auraient suggéré à Jean Pierre Fabre d'arrêter l'opération pour éviter le ridicule. « Les militants nous reprochent déjà de les obliger à voter pour une élection qui s'organise sans les réformes. Leur demander de l'argent pour prétendre sécuriser leur vote alors qu'ils savent qu'en l'absence des deux tours, aucun candidat de l'opposition n'a de chance de percer face au candidat du pouvoir, je crois que c'est trop demander. Les gens ne cotisent pas et nous leur avons fait comprendre cela. On ferait mieux d'arrêter cette opération pour éviter des problèmes inutiles » se plaint l'un des membres. Approchés, certains collaborateurs de Fabre évitent de répondre et affirment sans conviction que l'opération se déroule bien et que le moment venu un bilan de fera.

Pour plusieurs observateurs, ce n'est pas la vérité des urnes qui posent problème au Togo. « Il y a au Togo une opposition fragile et divisée en face d'un présidente dont la popularité ne cesse de grimper, même au sein des militants de l'opposition. » déclare ce diplomate africain en fonction au Togo depuis plus d'une décennie. Découragés ou aguerris par les méthodes pour leur soutirer des fonds, les « déshérités » que prétendent défendre certains candidats de l'opposition, sont devenus plus « clever » et ne se laisse plus bernier. De Gilchrist Olympio à Fabre aujourd'hui qui accepte prendre part à une élection sans les réformes, les électeurs commencent par voir clair. Non seulement, ils n'apporteront aucun sous à cet appel, ils comptent donner la réplique à Jean Pierre Fabre dans les urnes.

Patrick NIMA

## La STT prise au piège du radicalisme infructueux, de la politisation de la lutte et de l'exclusion des autres centrales syndicales UNE NOUVELLE GREVE DE 5 JOURS MAL SUIVIE Des talibans menacent et violentent leurs collègues... Plusieurs collèges ont fait cours

Le premier jour de la grève de cinq jours lancé à compter d'hier lundi par la Synergie des Travailleurs du Togo a été un petit échec, signe de lassitude d'une bonne partie de la base qui ne comprend plus exactement les tenants et les aboutissants d'une lutte qui dépasse de plus en plus le cadre syndical. Malgré les violences exercées par les talibans de cette centrale sur plusieurs collègues enseignants qui ne voulaient pas respecter le mot d'ordre de grève, plusieurs établissements scolaires publics et privés ont eu une activité normale. Des chefs d'établissement, ont dans la rigueur, assuré, les cours et les devoirs qui devaient avoir lieu. Progressivement mais sûrement, la STT est entrain de perdre la bataille qui l'oppose au gouvernement. A force de tirer sur la corde et de se prendre pour les plus dignes et le nombril du monde de travailleurs, les responsables de la STT voient leur côte de compréhension baissé dans leur propre rang et au sein de l'opinion. Les journalistes qui les accompagnaient d'habitude malgré leurs errements ont commencé à réajuster leurs analyses pour reconnaître globalement les efforts du gouvernement et les erreurs de la STT qui ne comprend plus que le langage de la grève. Très vite, sa stratégie s'est vite calqué sur celle d'un regroupement politique qui a habitué les togolais avant de les dégouter des manifestations publiques. Multipliant les grèves tout en refusant le dialogue dans un cadre consensuel et instauré à cet effet bien avant la création de la STT il y a tout juste trois ans, les Docteurs Tsolenyanou et Atchi Walla ont fini par sèmer le doute sur les vrais mobiles de leurs actions qui visent à paralyser l'administration et troubler le processus électoral.

La STT n'est pas plus légitime que les autres centrales syndicales

En exigeant des discussions exclusives avec le gouvernement, sur une plate forme dont les revendications concernent tous les travailleurs, les responsables de la STT se comportent comme ils avaient un secret à partager avec le gouvernement et dont ils ne souhaiteraient pas partager le contenu avec leurs autres camarades des autres centrales. Cette exigence qui veut faire passer les autres pour les complices du gouvernement et qui veut conférer un statut de représentativité exclusif à la STT, est un coup d'épée dans l'eau pour la simple raison que la STT n'est pas à la genèse du combat syndical au Togo. Née il y a seulement trois ans au moment où les autres centrales ont réussi à obtenir l'adoption du statut général de la fonction publique après plusieurs victoires en termes d'augmentations de salaires et d'amélioration des conditions de vie des travailleurs, la STT ne pourra pas aussi facilement enterrer ces centrales dont les membres ne sont pas forcément des secteurs de la santé et de l'éducation. Aux yeux de l'opinion, cette exigence paraît absurde, car personne et aucune centrale, ne peut à elle seule s'accaparer les victoires obtenues au fil des années par plusieurs centrales. La démarche est une fois encore comparable à celle pratiquée sur le plan politique par certains partis radicaux comme l'ANC qui estimait que les vraies discussions ne se feront qu'avec elle et que les travaux au sein du CPDC n'étaient pas valables sans elle. Cinq ans après, les limites de ce radicalisme et de cette exclusion sont là et devraient mieux renseigner les premiers responsables de la STT qui ont tendance à croire qu'ils sont différents des autres citoyens et des autres travailleurs togolais.

Des grèves fatigantes pour les travailleurs eux-mêmes Dans l'opinion, les grèves de la STT passent depuis un certains temps pour des non-événements. Trop de grève ont fini par tuer la grève et les cinq jours de cessation de travail lancés cette semaine apportent la confirmation que l'employeur n'est plus influencé par une arme dont les effets ont été totalement



galvaudés par la STT. En temps normal, l'appel à cinq jours de grève aurait poussé le gouvernement à agir dans un sens ou un autre. Mais face à une Synergie de Travailleurs du Togo, qui seule sait les mobiles de ses actions, et qui a quitté le cadre de discussion pour ne parler que le langage de la grève, le gouvernement a plutôt opté pour la fermeté. Communicant abondamment sur ce qu'il a déjà fait à l'endroit des travailleurs, le gouvernement a réussi à convaincre l'opinion en travaillant également dans le sens de l'amélioration des conditions de vie et de travail des autres togolais. La surenchère affichée ces dernières semaines par la STT, ne lui ont pas servi. Multipliant les grèves, alors que le gouvernement n'a cessé de l'inviter au dialogue, la STT est entrain de perdre le bras de fer. L'autre preuve de lassitude a été palpable hier, quand plusieurs enseignants sur toute l'étendue du territoire, sont allés travailler, ignorant le mot d'ordre de grève de cinq jours lancé par la STT. S'il faut reconnaître que par endroit, les menaces et violences des certains enseignants ont eu raison sur la volonté des autres de faire cours, plusieurs établissements ont fonctionné normalement. L'échec de la grève de ce premier jour augure d'une semaine qui va sans doute être normale. « Nous commençons à être fatigués de ces grèves que certains parmi nous soutiennent aveuglement. Cette stratégie devient contre productive et c'est le gouvernement qui s'en sort gagnant. Nos leaders doivent intelligemment reprendre le chemin des discussions pour qu'on ne perde pas totalement la face ». S'inquiète finalement un enseignant du Lycée de Baguida. Une appréhension de plus en plus partagée par une bonne partie des togolais qui se demande après l'échec de cette grève, quelle sera la posture des leaders de la STT. Dans les rangs de cette synergie, plusieurs travailleurs veulent reprendre et n'entendent plus respecter les intempestifs mots d'ordre de grève qui finalement ne sont pas plus efficaces que les discussions.

L'incontournable retour de la STT au dialogue

On ne s'entend que lorsqu'on discute. L'adage est connu de tous et les responsables de la STT n'échapperont pas au dialogue s'ils ont effectivement à cœur la défense des droits des travailleurs qu'ils représentent. A moins que leurs motivations ne soient autres. Continuer à se cacher sous le fallacieux prétexte que base à refusé, ne sert pas la cause des responsables de la STT de plus en plus décriés et lâchés dans l'opinion par leurs principaux soutiens. L'exploitation abusive des élèves dans les rues et les menaces exercés sur les collègues qui veulent retrouver le chemin du travail sont des signes de l'essoufflement d'un mouvement syndical qui a trop tiré sur les cordes. Rompre le dialogue n'est pas une solution dans un pays où le dialogue est incontournable. Le retour de la STT à la table de discussion s'impose à ses membres et leaders.

Patrick NIMA

## QUAND GERRY TAAMA DEMANDE INDIRECTEMENT UNE RECOMPOSITION DE LA CENI

Trois Candidats sur Cinq n'ont pas de représentants à la CENI

La classe politique togolaise a fait l'option d'une Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) plus politique que technique. Si cela n'a pas causé de soucis majeurs lors des trois précédentes élections (2007, 2010, 2013), les données ont considérablement changé pour cette présidentielle de 2015. Sur les cinq candidatures déclarées et finalement en lice pour l'élection du 15 avril, seuls deux candidats (Jean Pierre Fabre et Faure GNASSINGBE) ont de représentants à la CENI. Le Professeur Aimé Guogué, président d'un parti parlementaire qui avait tous les droits pour avoir de représentant dans cette commission qui organise et supervise les élections, a été dribblé par son partenaire à l'époque dans le groupe parlementaire ANC/ADDI. Les deux autres candidats Tchassona Traoré et Gerry Taama dont les partis n'ont pas de députés à l'assemblée nationale, étaient plutôt mal pour exiger leur présence.

Depuis quelques jours, c'est l'un des cinq candidats à la présidentielle, Gerry Taama, Président du NET, qui empêche tout le monde de dormir. Il ne perd aucune occasion pour monter au créneau et exiger sa place, même en tant



Gerry Taama, candidat du NET

qu'observateur, au sein de la CENI. Il multiplie des démarches à la CENI, envoie de courrier aux autres institutions y compris le comité de suivi du processus électoral, pour entrer dans son droit. Quoi de plus normal !

Malheureusement, l'esprit de l'ANG, qui a préconisé une telle composition de la CENI et qui croyait ainsi permettre à tous

les partis ayant de candidats d'avoir leurs yeux dans l'organisation et la supervision du processus électoral, n'atteint plus ses objectifs. Alors que des partis ne disposant ni de député ni de candidat à la présidentielle comme le PSR, la CDPA et la CAR, siège au sein de la CENI, d'autres partis (le MCD, le NET et ADDI) plus habilités à y siéger parce que ayant des candidats engagés dans la course, ne trouvent pas leur compte. Il n'y a, certes, pas assez de place pour que la centaine de formations politiques exerçant au Togo soient présentes à la CENI, mais il est aussi dommageable que des partis qui ont un intérêt à y siéger, ne le soient pas.

Les réclamations légitimes de Gerry Taama, doivent faire prendre conscience des limites de l'APG. Une autre recomposition de la CENI s'impose avant d'autres élections. Et à défaut de trouver le juste dosage pour une parfaite et équilibrée représentation au sein de la CENI, que notre pays, éviterait les injustices décriées par Gerry Taama en faisant le choix d'une CENI technique comme dans certains pays, notamment le Ghana, à côté.

Germain POULI

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site : [www.togoreveil.info](http://www.togoreveil.info)

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
Germain POULI  
**COMITÉ DE RÉDACTION**  
Didier ASSOGBA  
Patrick NIMA  
Pégy  
Paul KATASSOLI  
**SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ**  
Aïssata TOURE  
**SECRETARIAT**  
Carole AGHEY  
Rose NYUIADZI  
**INFOGRAPHIE**  
AHIABLE Raphaël  
**CARICATURE**

**DODZI DISTRIBUTION ET ABONNEMENT**  
Tel: 22 36 18 56  
**ADRESSE**  
585, Avenue du Grand Séminaire  
Hédzranawoé face Ets VINS D'ITALIE  
Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56  
90 02 76 54  
E-mail : [togoreveil@togoreveil.info](mailto:togoreveil@togoreveil.info)  
**TIRAGE**  
4000 Exemplaires  
**IMPRIMERIE**  
La Colombe

## Démarrage des travaux sur les tronçons Tabligbo-Aného et Amegran-Afagnan LE CHEF DE L'ETAT DONNE LE PREMIER COUP DE PIOCHE



Dans le cadre de son programme d'actions prioritaires en matière d'infrastructures routières, le gouvernement à travers le ministère des travaux publics et des transports poursuit la réhabilitation et le renforcement des infrastructures routières. Après le lancement des travaux sur le tronçon Kpélé-Govié Atakpamé, et Notsè-Tohoun-Frontière Bénin dans la région plateau, le président Faure a donné le premier coup de pioche qui annonce le démarrage des travaux sur deux tronçons dans la région maritime. Par ce geste il donne le ton au démarrage de la réhabilitation et de renforcement du tronçon Tabligbo-Aného (43Km) sur la Route Nationale N°4 et du tronçon Amegran-Afagnan (12 Km) sur la Route Nationale N° 36. La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités dont le président de l'Assemblée Nationale, le Premier ministre et les membres du gouvernement, les partenaires techniques et financiers et les laborieuses populations des préfectures bénéficiaires, Yoto, Lacs, Vo et du Bas Mono notamment.

Construits en 1969, les deux tronçons après plus de 45 ans d'existence nécessitaient non seulement une réhabilitation mais également une réadaptation pour tenir compte de l'augmentation considérable du trafic. Selon le ministre des travaux publics et des transports, la zone que traverse ces deux voies est caractérisée par de vastes terres agricoles et pastorale, l'existence d'industries extractives, des cimenteries et par une forte densité de la population. « La réhabilitation et le renforcement de ces deux tronçons répond donc à un double objectif : un objectif de désenclavement et un objectif d'amélioration des conditions de mobilité et de transport des personnes et des biens. », a-t-il indiqué.

Financé à plus de 38milliards par l'Etat togolais et la BOAD, ce projet sera exécuté par l'entreprise COLAS avec un délai d'exécution de 22 mois. Cette entreprise sera alors chargée de faire le nettoyage de l'emprise, le décaissement des abords de la chaussée, le décapage du terrain naturel, une scarification de la couche de chaussée existante. Elle va aussi y faire d'autres travaux dont les ouvrages de drainage et d'assainissement, la signalisation et les équipements routiers, l'éclairage public, la construction d'un poste de péage et de pesage. A la fin des travaux, les deux voies vont faciliter le développement socioéconomique de la zone Sud-Est de la région Maritime où sont implantées des industries extractives et où se fait la fabrication du ciment et des cultures du maïs, du manioc, de palmerais et de grandes plantations de tecks.

Au-delà de la grande ambiance entretenue par différents groupes folkloriques de la région pour exprimer leur joie, le porte-parole des populations, la ministre Ekoué-Dédé Ahouefa a remercié le Chef de l'Etat pour l'importance qu'il accorde au développement de leur milieu.  
L.K.

Après ce lancement, les deux nouveaux produits sont opérationnels, en présence du chef de l'Etat, le crédit a été octroyé aux premiers bénéficiaires avant la fin de la cérémonie.

Londou KAWANA

## Pour l'amélioration de leur condition de travail et de vie LA MUTUELLE DES ARTISTES ET JOURNALISTES DU TOGO PORTEE SUR LES FONTS BAPTISMAUX



Le Premier ministre et la ministre de la  
Communication Culture



Mme le DG de la DOSI



Vue partielle de l'assistance

Malgré les efforts déployés par le gouvernement pour mettre en place de fonds d'aide à la culture budgétisé à 300 millions de FCFA et l'augmentation sensible de l'aide de l'Etat à la presse à 100 millions de FCFA en 2015, force est de constater que les professionnels des médias et les artistes exercent les activités dans l'informel et dans la précarité. Pour leur permettre de sortir de cette situation, la Mutuelle des Artistes et Journalistes du Togo (MUAJ-TOGO) a vu le jour. C'est le Premier Ministre Kwesi Séléagodji AHOOOMEY-ZUNU qui a procédé au lancement de cette nouvelle mutuelle le 20 mars dernier en présence de plusieurs personnalités, dont la ministre en charge de la communication, de la culture et des arts ANATE Koméalo, le Directeur Général de la Délégation à l'Organisation du Secteurs Informel (DOSI) Ingrid AWADE. Plusieurs journalistes et artistes venus de tous les coins du pays s'étaient aussi fortement mobilisés pour assister à la naissance de cet instrument qui va très prochainement améliorer leurs conditions de vie et de travail.

Les journalistes tous comme les artistes sont habitués à travers leur profession à défendre le bien-être des autres couches socioprofessionnelles tous en maillant leur situation parfois plus déplorable. En effet, les deux acteurs vivent le plus souvent dans la précarité et finissent misérablement leur vie. Selon le porte-parole des journalistes M. Germain POULI, la grande partie des journalistes engagés en plein temps sont payés à compte-goutte avec des salaires bien en deçà du SMIG. Du côté des artistes, le Président du SARIAC, M. Basile ADEWUSSI Abiadé, soutient aussi que plusieurs artistes brillent comme des étoiles. Ils sont des stars comme on le dit mais ils vivent dans la précarité et dans la misère. Etant donc des partenaires sur le terrain avec une



Un artiste en prestation

condition de vie presque similaire, les artistes et les journalistes se sont concertés pour approcher leur ministère de tutelle et la Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI) pour profiter des mécanismes mis en place par le gouvernement et qui profitent déjà à plusieurs secteurs sociaux professionnels. Cette démarche a alors abouti à la création de la MUAJ-Togo qui selon le Premier Ministre interpelle les deux acteurs par rapport à leur responsabilité sociale d'une part, et de l'autre, les positionne comme des agents économiques qui doivent œuvrer au travail bienfait tout en respectant les normes éthiques et déontologiques qui régissent chacune de leur corporation. Doté de trois structures provisoires, un Conseil d'Administration, un Conseil de Surveillance, et un Comité Exécutif notamment, la MUAJ-Togo sera un cadre de concertations et d'actions qui prendra en compte les besoins spécifiques des artistes et des journalistes. Les deux acteurs fortement représentés dans ces 3 structures vont rapidement travailler de concert avec les autres membres pour élaborer des offres qui prennent en compte des crédits adaptés à leurs activités, une couverture sociale, la formation, une reconversion pour ceux qui le désirent et l'assurance d'une

retraite paisible.

Pour sa part, le Directeur Général de la DOSI a exprimé la disponibilité de sa structure et de ses différents partenaires comme l'INAM, la CAMEG, la CNSS et le FNFI à accompagner la jeune mutuelle. Pour rappel la DOSI dans l'exécution de son programme quinquennal « faire d'un zémindjan un entrepreneur » lancé le 10 novembre dernier la mutuelle dédiée aux conducteurs de taxi-moto, la MUCTAM. Les artistes et les journalistes sont alors invités à adhérer massivement à la MUAJ-Togo qui va profiter de l'expérience enrichissante observée dans la MUCTAM.

Au cours de cette cérémonie de mise en place de la MUAJ-TOGO, le Premier Ministre a profité de l'occasion pour installer officiellement les membres du comité de suivi de la mise en œuvre des recommandations des Etats Généraux de la presse togolaise qui se sont déroulés du 30 juin au 2 juillet 2014 à Kpalimé. Ce comité de 17 membres composés des représentants des organisations professionnelles de presse, des représentants du ministère de tutelle et de la HAAC jouera un rôle de vigie et servira de cadre d'échange et de dialogue afin d'accompagner et de faciliter la mise en œuvre des recommandations.

**M. Henry GAPERI, Commissaire Général de l'OTR :**  
**« Nos objectifs pour cette nouvelle année, c'est de continuer à bâtir une culture d'entreprise propre à l'OTR et cela est déterminant dans les résultats que nous atteindrons prochainement. »**



Henry Gaperi (au premier plan) Commissaire général de l'OTR

L'Office Togolais des Recettes (OTR), après un peu plus d'un d'existence, est aujourd'hui à l'heure du bilan. Réuni en un séminaire autour du Commissaire Général, M. Henry GAPERI, les principaux directeurs, chefs de division et commissaires ont marqué leur satisfaction du bilan de la première année d'exercice. Mais au-delà, ce séminaire a permis aux premiers responsables de l'Office de se projeter dans l'avenir à travers des défis clairement identifiés et dont l'achèvement constitue le principal objectif de l'OTR pour l'année en cours ; ainsi que l'identification des stratégies à mettre en œuvre.

Sur le bilan, le Commissaire Général rassure : « Nos performances de l'année dernière sont très encourageantes et très satisfaisantes du fait que les recettes fixées par le gouvernement à travers l'Assemblée Nationale ont été atteintes et ceci malgré les enjeux qui courraient au cours de l'année et auxquels nous faisons face pour cette première année de démarrage de l'OTR. Nous avons réussi à mettre en place le bon personnel qu'il faut à différentes positions et ce qui nous a permis de recouvrer les recettes comme il nous a été demandé par le gouvernement et l'Assemblée Nationale. ».

Le cap est maintenant mis sur la deuxième année que l'OTR considère riche en défis tout en se disant prêt à les

relever. Pour M. Henry GAPERI, l'Office Togolais des Recettes tire son assurance de la réussite de la transition et de la fusion des différentes régies des recettes du pays et surtout de la force que constitue le personnel de l'OTR venue d'horizons divers pour créer un nouvel environnement professionnel avec leurs expériences diverses. « L'OTR a intégré en son sein le personnel des douanes et des impôts et a procédé également au recrutement du personnel venu d'horizons divers aussi bien de la diaspora que des structures privées. Donc, nos objectifs pour cette nouvelle année, c'est de continuer à bâtir une culture d'entreprise propre à l'OTR et cela est déterminant dans les résultats que nous atteindrons prochainement. L'autre objectif qui nous concerne c'est d'œuvrer à la facilitation à travers la simplification de nos différentes procédures et processus de collecte de recettes aussi bien de la douane que des impôts », a précisé M. GAPERI.

Conscients que les espoirs d'une économie forte et de l'émergence du Togo reposent sur ses épaules, l'Office Togolais des Recettes rassure à travers ses dirigeants et promet des lendemains meilleurs pour le Togo en matière de mobilisation des recettes, de lutte contre la corruption et en matière d'une meilleure gouvernance.

Paul KATASSOLI

## LE MJPG, LA NJSPF ET LE MSF APPELLENT LES PARTISANS DU BOYCOTT DE LA PRÉSIDENTIELLE AU BON SENS



Les 1<sup>ers</sup> responsables du MJPG, NJSPF et MSF

Les derniers rebondissements de l'actualité sociopolitique ont amené plusieurs associations, le MJPG, la NJSPF et le MSF à animer un point de presse la semaine dernière pour exprimer leur position. Ces associations se sont intéressées particulièrement au « groupuscule » qui compte semer des troubles à l'ordre public en essayant de bloquer le processus électoral en cours et aux travailleurs qui fragilisent l'administration par leurs grèves intempestives.

Selon le MJPG, la NJSPF et le MSF, les

acteurs qui s'inscrivent dans la logique du boycott de l'élection présidentielle prochaine réclamant à cor et à cri les réformes ne veulent que semer des troubles. « Ce groupuscule veut semer des troubles à l'ordre public. Et ils nous préparent à nous attendre à de violentes contestations et des affrontements sanglants au cours de la prochaine élection présidentielle », peut-on lire dans leur déclaration. Ils tiennent alors à rappeler à ses personnes mal intentionnées que « nul ne peut paralyser le processus

électoral en cours ».

Après avoir fait le point de certains problèmes qui minaient le Togo et qui ont été résolus avec le pouvoir en place, notamment les problèmes de salaires misérables et irréguliers, l'état délabré des routes, les finances qui étaient en rupture de coopération avec le monde occidental et la crise sociale aiguë, ces mouvements rappellent aux travailleurs que c'est le travail qui a relevé le pays en si peu de temps. Les jours meilleurs sont à venir. Ils demandent alors aux élèves et étudiants manifestants manipulés de s'intéresser à leurs cours en laissant les « politcailleries à leurs aînés qui en sont les champions mais qui ne savent ni créer ni promouvoir des emplois ». Pour finir, ils demandent aux parents d'élèves de vouloir bien accomplir leur mission, en exerçant un minimum de contrôle et d'autorité sur leurs enfants afin qu'ils ne soient plus assimilables à des enfants de rue, instrumentalisés et abandonnés à leurs sorts dans les écoles et après service rendu.

La Rédaction

## COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT

Ces derniers temps, il nous a été donné de constater que des individus, pour des raisons non avouées, se livrent à des actes inciviques et anti patriotiques inacceptables, lors des différentes manifestations de rue organisées de façon spontanée ou non dans certaines localités du pays.

C'est ainsi que souvent certains individus n'hésitent pas à s'en prendre aux symboles de l'Etat, notamment le drapeau national généralement hissé au palais de chefs cantons ou dans les écoles. Par endroits, le drapeau national est soit descendu et déchiré, voire brûlé, soit remplacé par celui d'un autre pays.

Ces différents actes inciviques extrêmement graves qui n'honorent pas notre pays ont été observés dans plusieurs localités sur le territoire national.

Le gouvernement condamne vigoureusement ces actes ignobles et rappelle à l'attention de toute la population que le drapeau national est sacré et ne doit sous aucun prétexte, et quelles que soient les situations, faire l'objet d'atteinte de quelque nature que ce soit.

Il rappelle à l'ensemble de la population que de tels actes, qui exposent leurs auteurs à la rigueur de la loi, seront désormais sévèrement punis.

Il invite les uns et les autres au respect inconditionnel des valeurs civiques, morales et citoyennes, preuve de notre maturité et de notre sens patriotique.

Le Gouvernement

## Soutien au candidat du parti UNIR « CONVERGENCE FAURE » LANCE L'OPERATION « JE VOTE ET FAIS VOTER FAURE »

A la veille de la campagne pour la présidentielle du 15 avril prochain, le parti UNIR et les associations et mouvements qui soutiennent le candidat du parti au pouvoir, Faure Gnassingbé, se mobilisent déjà. Samedi dernier, le mouvement « Convergence Faure » à rassembler plusieurs jeunes à l'espace Blue Zone d'Agoè-Cacavéli pour le lancement de l'opération « Je vote et fais voter Faure ». Plusieurs autres responsables d'associations dont Jeune Leader pour UNIR était aussi présents à cette rencontre.

Pour le président de « Convergence Faure », M. Blaise Kibalou KINDOU son mouvement se mobilise déjà pour soutenir la victoire éclatante du Président Faure au soir du 15 avril 2015. Pour lui, la victoire est déjà acquise mais la jeunesse doit se mobiliser pour qu'elle soit plus éclatante. L'opération « je vote et fais voter Faure » consiste alors à faire converger toute la jeunesse nationale autour de la victoire de Faure Gnassingbé. « la jeunesse est déterminée à convaincre les siens du bienfait de ce que peut représenter la victoire de son candidat », a-t-il indiqué.

A l'occasion de cette rencontre, le



M. Blaise KINDOU, président de Convergence Faure

mouvement « Convergence Faure » a invité Mme BENISSAN du Fonds Nationale de la Finance Inclusive pour entretenir les jeunes sur les produits du FNFI et précisément sur le produit AJSEF (Accès des Jeunes aux services financiers). Ce nouveau produit est dédié aux jeunes qui ont des difficultés financières à ouvrir leur atelier après leur apprentissage et aux diplômés sans emploi qui veulent se lancer dans l'entrepreneuriat. Elle a alors invité les jeunes à former des groupes solidaires pour bénéficier du crédit AJSEF d'un montant maximum de 300 000 FCFA.

Hubert LENOIR



## Couverture impartiale de la Présidentielle 2015 LES JOURNALISTES S'ENGAGENT A TRAVERS LE "CODE DE BONNE CONDUITE"



Echange du code de bonne conduite entre M. Tozoun et Mme Lô N'Diaye

Les préparatifs de l'élection présidentielle du 15 avril 2015 entrent dans leur dernière phase avec le lancement, dans les jours avenir, de la campagne électorale. Etape cruciale au cours de laquelle la presse joue un rôle important, tant pour la visibilité des candidats que pour la diffusion de leur message. Pour assurer un traitement équitable des différents candidats et pour étoffer la dimension éthique du professionnalisme de la presse en cette période déterminante de l'histoire politique et démocratique du Togo, les organisations de presse, avec l'appui de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) et le Programme des Nations Unies pour

le Développement (PNUD) se sont dotés d'un code de bonne conduite. Composé de 13 articles, le code de bonne conduite du journaliste pour l'élection présidentielle de 2015 met un accent particulier sur la responsabilité sociale du journaliste, sur l'exactitude et le refus de l'exagération et sur son engagement à produire des articles impartiaux et équilibrés.

« Le principe du pluralisme de l'information exige donc que le journaliste s'abreuve à plusieurs sources, qu'il recueille une diversité de points de vue afin qu'aucune entité au scrutin ne soit lésée ni privilégiée », a déclaré M. Kokou Tozoun, Président de la HAAC. Plus que le souci d'impartialité et

d'équilibre, le Président de la HAAC en appelle aussi au sens de responsabilité du journaliste en période électorale. « Autant le pluralisme d'opinions pour lequel nous nous investissons tous façonne notre société, autant la responsabilité du journaliste lui permet de respecter l'autre règle fondamentale qu'est l'équilibre de l'information », a-t-il précisé.

Pour Khadiata Lo Ndiaye, Représentant Résident du PNUD, en demandant aux journalistes d'informer juste et vrai pour sauvegarder la paix durant la période électorale, l'esprit du nouveau code est d'anticiper le pire et de créer les conditions du meilleur. « La responsabilité sociale du journaliste exige que son intégrité professionnelle ne puisse jamais être mise en doute », a-t-elle rappelé à l'endroit des usagers du code.

Le code de bonne conduite insiste également sur les mesures de protection du journaliste, notamment sur les lieux de reportage et sur les mesures de protection de la HAAC en cas de violence. Au total 3 organisations de presse, représentatives de toute la corporation des journalistes ont marqué par leur signature leur acceptation de ce code de bonne conduite. Il s'agit de l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) et le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP).

Paul KATASSOLI

## POUR LA RESPONSABILITE DU CITOYEN EN PERIODE ELECTORALE, LE MEP S'ENGAGE

C'est sous le thème « Rôle et responsabilité du citoyen en période électorale » que le Mouvement pour l'Emergence et la Prospérité (MEP) a fait sa première sortie officielle lors d'un séminaire de formation organisé à l'endroit de ses leaders et responsables locaux.

Cette formation, organisée le 14 mars 2014 à l'attention de 45 leaders et responsables locaux a permis aux participants de maîtriser les stratégies et techniques de communication politique en période électorale et l'éducation électorale. L'ouverture des travaux a été présidée par le responsable du mouvement M. Thierry LAKOUGNON.

L'objectif, selon le MEP, c'est de renforcer les capacités des responsables et cadres afin d'assurer une éducation électorale susceptible d'éclairer ses membres et ses sympathisants sur le cadre électorale et les enjeux d'une élection.

Cette formation est de nature à amener les leaders et responsables locaux du MEP à apporter l'information juste, celle qui doit amener les citoyens à comprendre les processus en matière électorale afin de les amener à contribuer au bon déroulement du processus électorale. « Ils seront les acteurs de



Photo de famille des participants

terrain. Ils travailleront chacun dans sa zone de provenance pour mobiliser les citoyens en vue de la cause pour laquelle nous travaillons », a indiqué M. Thierry LAKOUGNON.

Dans cette optique, le MEP a lancé le concept « une voix, un pouvoir », pour faire prendre conscience au citoyen de l'importance de sa participation au scrutin électorale et de la valeur de son choix qui confère le pouvoir démocratique au candidat élu.

Après cette première phase de la

formation qui sera réitérée dans d'autres régions, les acteurs formés vont amorcer la phase de la campagne de proximité sur le terrain. Le MEP est un cadre d'échange, de partage et de formation des citoyens à la vie politique. Il est également un cadre de référence en matière de mobilisation sociale et de renforcement des capacités du citoyen pour sa participation responsable et citoyenne au développement du pays.

Pablo ZOUBE

## Auto régulation en période électorale OTM, URATEL, CONAPP ET PPT BENEFICIENT DE 96 MILLIONS DU PNUD



Echange de documents de partenariat entre le représentant du PNUD et le président de l'OTM

La presse togolaise affûte ses armes en vue d'une couverture efficiente des différentes étapes de l'élection présidentielle du 15 avril. Séminaires-ateliers, signature du code de bonne conduite du journaliste, signature d'accord de financement, tout est mis en œuvre pour impliquer les médias pour la tenue d'une élection libre, transparente et apaisée.

Quatre organisations de presse ont ainsi bénéficié d'un financement de 96 millions de Fcfa du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour contribuer à accompagner le processus électorale.

Ces organisations ; l'Observatoire togolais des médias (OTM), l'Union des radios et télévisions du Togo (URATEL), le Conseil national des patrons de presse (CONAPP) et le patronat de la presse togolaise (PPT) seront chargées d'assurer un monitoring des journaux, sites internet, programmes de radio et de télévision pendant et après la campagne et de signaler tout contenu de nature à attiser la haine et la violence.

Cet appui financier permettra également d'assurer la formation des journalistes sur la thématique de l'élection présidentielle et sur le respect des règles d'objectivité et d'équilibre.

« L'histoire nous interpelle et la décision de nous engager dans ce processus, oblige à un journalisme responsable. C'est par notre professionnalisme qu'au lendemain de la proclamation des résultats définitifs de la présidentielle du 15 avril prochain, nous pourrions être fiers d'avoir joué notre partition », a déclaré Augustin Sizing, le président de l'OTM.

Pour M. Siaka Coulibaly, représentant adjoint du PNUD au Togo, la décision du PNUD d'accompagner les médias dans leur mission tient à ce projet fédérateur et inclusif qui constitue une première dans le pays.

La Rédaction

**FAÏCHA Pressing**  
Lavage à Sec Express

Derrière SOMAYAF (ex AGIP Agoè)  
2è virage à droite, face au domicile du Ministre DOGO

**Nos atouts :**

- ❖ Qualité des services
- ❖ Excellent rapport qualité/prix
- ❖ Collecte et livraison à domicile

**Tél. : 22 46 03 20 / 90 02 12 71**

**FAÏCHA Pressing, la sensation de la propreté**

## Interview de M. ABAGLO Ayité Esè, Secrétaire Générale de la FE.SYN.T.E.T

## « Rien ne justifie ce comportement de la STT... Nous ne pourrions pas sacrifier 3.000.000 d'élèves à l'autel des revendications de l'amélioration de nos conditions de vie. Si ce sont les salaires qui ne sont pas payés, on pourrait comprendre »

Le front social est en ébullition au Togo depuis quelques mois. Face aux revendications de la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) marquées de mouvements de grève intempestifs, le gouvernement répond avec sérénité et invite à la retenue. La Fédération des Syndicats des Travailleurs de l'Enseignement du Togo (FE.SYN.T.E.T), une centre syndicale d'enseignants, tire la sonnette d'alarme, se prononce sur cette crise et appelle les différents acteurs à faire prévaloir l'intérêt national. Son Secrétaire Général, M. ABAGLO Ayité Esè a accordé une interview à votre journal.

**TOGOREVEIL :** M. ABAGLO Ayité, vous êtes le Secrétaire Générale de la Fédération des Syndicats des Travailleurs de l'Enseignement du Togo, une fédération syndicale qui milite pour la défense du droit des enseignants. Quelle appréciation faites-vous des différents mouvements sociaux, fruit du bras de fer entre la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) et le gouvernement ?

M. ABAGLO Ayité : Merci. D'abord je voudrais vous remercier pour cet entretien parce que c'est un entretien qui va nous permettre d'éclairer l'opinion nationale et internationale. En effet nous sommes un syndicat qui milite non seulement pour l'amélioration des conditions de vie des enseignants, mais aussi pour l'amélioration des conditions de travail parce que c'est très important à préciser. Ce que nous pensons de ce bras de fer qui n'a que trop duré entre la STT et le gouvernement c'est que c'est un bras de fer qui ne devrait pas avoir sa raison d'être. C'est vrai que les revendications demeurent légitimes puisque à un moment de l'histoire d'un pays, quand on parle de croissance économique, les citoyens veulent voir cette croissance rejaillir sur les ménages et si cela n'est pas, ou les gens estiment que ce qui est fait n'est pas suffisant, il va falloir qu'ils revendiquent. Le problème c'est comment cela est revendiqué et c'est ce que la FESYNTET relève de négatif au niveau de la STT.

**La STT dans ses revendications demande le relèvement de la grille indiciaire à 280 points, la signature du décret portant statut général de la fonction publique entre autres. La FESYNTET se retrouve-t-elle dans ses revendications ?**

Il n'est pas question de savoir si la FESYNTET se retrouve dans ces revendications ou pas puis que nous avons déjà dit que c'est des revendications légitimes. Sur les 280 points, le gouvernement dit aujourd'hui qu'ils n'existent pas. Ce que nous avions depuis un certain temps demandé à la STT c'est de produire les preuves qui fondent ces 280 points. On nous explique que ces 280 points sont nés du relèvement du SMIG qui est passé de 13.000 à 35.000. C'est cette différence que la STT estime à 280 points. Le gouvernement, par la

personne du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, estime que quant le SMIG était à 13.000 au niveau du secteur privé, il était déjà à 19.700 dans l'administration et donc si discussions il devait y avoir ce serait autour de 140 points, c'est-à-dire la différence observée entre les 19.700 et 35.000. Le gouvernement estime aussi que les différentes améliorations du salaire observées ces dernières années comblent les 140 points. Et ce qui est intéressant dans les propos du ministre c'est qu'il sollicite l'arbitrage du BIT lors des discussions que le gouvernement souhaite entreprendre avec toutes les centrales syndicales dans un cadre inclusif. Donc ce que nous souhaitons aujourd'hui c'est que la STT revienne autour de la table des négociations et qu'on invite ces experts pour qu'on fasse la part des choses. En ce qui concerne les autres points de la revendication, nous les estimons légitimes. Mais seulement, est-ce que cela se fera par un coup de baguette magique ? Non. Donc il faudrait qu'on aille pas à pas et le gouvernement quoi qu'on dise est en train de faire des efforts dans ce sens, même si ces efforts restent insuffisants. Nous estimons que la STT, les autres centrales et le gouvernement doivent se retrouver autour de la table de négociation pour un compromis. Parce que ce que nous estimons que chacune des parties prenantes doit lâcher du lest dans ces discussions.

**Cette nouvelle semaine rythme encore avec une nouvelle grève sèche de 5 jours lancée par la Synergie des Travailleurs du Togo. Qu'est-ce qui justifie selon vous cette attitude de la STT à vouloir aller jusqu'au bout de sa logique ?**

Rien ne justifie ce comportement de la STT. Nous sommes tous des Togolais et nous ne pourrions pas, là je parle en tant qu'enseignant, nous ne pourrions pas sacrifier 3.000.000 d'élèves à l'autel des revendications de l'amélioration de nos conditions de vie. Aujourd'hui ce ne sont pas les salaires qui ne sont pas payés. Si tout au moins ce sont les salaires qui ne sont pas payés, on pourrait comprendre que les gens ont faim et qu'ils revendiquent leurs salaires. A ce que je sache, les salaires sont versés et à temps. Avant c'était des arriérés de plusieurs mois, mais aujourd'hui les



Abaglo Ayité, SG de la FESYNTET

salaires sont payés au plus tard le 5 du mois. Donc si les salaires sont payés et que c'est l'amélioration de ces salaires que nous voulons, et qu'entre temps le gouvernement a fait des efforts, nous ne pourrions pas refuser tout le temps de travailler et laisser les patients mourir dans les hôpitaux. C'est affreux de voir une femme en travail agoniser et risquer de perdre sa vie et celle de son enfant parce que le médecin qui a prêté serment de sauver des vies est en grève. Pour les écoles ; depuis la rentrée de janvier nous n'avons pas travaillé et ce que les gens perdent de vue c'est que les enfants que nous formons aujourd'hui seront appelés à nous remplacer demain. S'ils sont mal formés, c'est que nos enfants aussi seront mal formés demain. S'il faut aller revendiquer au prix de la vie des patients, au prix d'un sacrifice de millions d'élèves, au prix de la paralysie de l'administration ; même si on obtient gain de cause à la fin, ce sera une victoire à la Pyrrhus.

**Quel rôle la FESYNTET joue-t-elle vis-à-vis de ses adhérents et du gouvernement pour arriver à un apaisement et sauver l'année ?**

Aujourd'hui quand on s'exprime, les gens disent que nous prenons position pour tel ou tel partie. Nous nous réclamons de la démocratie mais au même moment nous n'acceptons pas la diversité d'opinion. Mais, si nous laissons la STT et le gouvernement s'entendre seuls, ils le feront sur notre dos. Et l'histoire retiendra qu'en tant qu'entité syndicale la FE.SYN.T.E.T n'a rien fait quand le problème se posait. C'est pourquoi chaque fois qu'il y a de ces problèmes, nous

interventions soit par des points de presse, soit par des tournées de sensibilisation, par exemple la formation de nos membres comme c'était dit dans nos objectifs puis que le problème majeur c'est que la base n'est pas informée. Nous faisons donc des descentes régulières sur le terrain pour sensibiliser et expliquer ce qui se passe aujourd'hui à la base. Et quand nous montons sur les antennes, ce que nous faisons ces derniers temps, c'est pour expliquer à l'opinion nationale et internationale que les fonctionnaires sont payés mais on revendique une amélioration de condition de vie. La FE.SYN.T.E.T n'est jamais contre la grève mais il faut la faire dans les règles de l'art. C'est ce que nous recommandons à la STT. Nous savons que le droit de grève est reconnu par notre constitution mais quand nous on veut aller en grève, il faut respecter les procédures qui mènent à une grève. Si les membres de la STT ne font pas attention par rapport à l'utilisation abusive de cette arme syndicale, la grève risque de perdre son essence première parce que la grève, quand elle devient trop régulière, ça ne dit plus rien à l'employeur.

**Comment percevez-vous la fin de la crise ?**

Ce que nous savons, c'est que même les belligérants les plus virulents au monde finissent toujours par se retrouver autour d'une table de négociation. La synergie ne peut pas se retirer dans sa coquille et le gouvernement dans la sienne et ils vont trouver un terrain d'entente. Il faudra que tous les partenaires de cette crise reviennent autour d'une table de négociation, pour que chacun puisse dire clairement et honnêtement ce qu'il peut faire. Le gouvernement doit savoir que certains points de revendication de la synergie sont légitimes. La Synergie doit aussi savoir que dans aucun pays, même les pays les plus démocratiques au monde, les revendications quand elles sont posées, ne sont satisfaites totalement. Donc, il faut qu'ils aillent aux discussions dans l'esprit de perdant/perdant ou dans l'esprit de gagnant/gagnant. Et nous pensons que c'est à ce seul prix qu'on peut sortir de cette crise. Il faut que les gens laissent leurs considérations politiques. Ici nous sommes sur un terrain syndical et il faut que les gens voient l'avenir de ces enfants dont nous avons la charge. L'histoire est là pour nous juger tous. Quand les gens disent que si l'année doit être blanche, il faudrait qu'elle soit blanche, ce n'est pas sérieux, il faut que les gens reviennent autour de la table de négociation pour qu'on en finisse avec ce problème.

Propos recueillis par TOGOREVEIL

### Coup de projecteur sur le secteur énergétique au Togo

## FAIRE DE L'ELECTRIFICATION ET DE L'AUTOSUFFISANCE ENERGIEQUE UN LEVIER IMPORTANT DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Les besoins en énergie du Togo ne cessent de croître depuis que le pays s'est engagé dans un processus de développement devant le conduire à l'émergence. Tous les secteurs de l'économie expriment dans cette logique, de grands besoins en matière énergétique. Pour les premiers dirigeants du pays, cependant, la résolution des problèmes énergétiques renferme un double défi. Celui d'assurer la disponibilité de l'énergie électrique aux secteurs porteurs de croissance et veiller à l'accès des populations tant des milieux urbains que des zones rurales à l'électrification.

Ainsi, de vastes projets nécessitant de lourds investissements ont été élaborés et mis en œuvre par différents gouvernements sous Faure GNASSINGBE grâce au soutien des différents partenaires du Togo. Au bout de dix ans, les premiers résultats sont là : le taux d'électrification est passé de 18% en 2005 à 28% en 2014, la dépendance énergétique vis-à-vis de l'extérieur est passée de 80% en 2005 à 63% en 2013 avec comme puissance installée, une production de 180MW en 2014. Mais les plus grands efforts résident dans la réduction des disparités entre milieux urbains et

zones rurales.

Milieu urbain, zone rurale : le bilan d'une politique d'électrification tous azimuts

L'un des objectifs de la politique énergétique du Togo est d'atteindre un taux d'accès national à l'électrification de 60% en 2030. Pour ce faire, l'Etat s'est engagé dans une stratégie de satisfaction des populations tant en milieu urbain que rural, de facilitation d'accès aux services énergétiques en veillant à l'équilibre de toutes les régions économiques du pays. Dans ce cadre, l'Etat appuie la CEET et la CEB dans la réhabilitation et l'extension du réseau électrique national.

Parmi les projets mis en œuvre, on peut citer le projet d'électrification rurale phase 2 de près de 70 villages couvrant toutes les régions du Togo pour un coût de près de 7,5 milliards de FCFA et la phase 3 du même projet de près de 150 villages pour un coût de 1,5 milliards de FCFA. A noter aussi le projet transfrontalier d'électrification rurale de 20 localités situées de part et d'autres des frontières Togo/Bénin et Togo/Ghana sur financement de l'Union Européenne avec la participation des Etats du Togo, du Ghana et du Bénin pour un montant de 2,94 milliards de FCFA. Au total 256

nouvelles localités ont été électrifiées en 10 ans pour une longueur totale de 835 Km en basse tension et 564 Km en moyenne tension.

Aussi bien dans la capitale, Lomé, que dans les grandes villes de l'intérieur, l'éclairage public a également connu une évolution probante en passant à 197 Km pour les villes et 353 Km pour les localités rurales au bénéfice des projets d'électrification des principales artères de Lomé (Phase I en 2009) ; des rues principales des 5 chefs-lieux des régions (Phase II en 2011/2013) et de plusieurs villes secondaires (Phase III en 2014/2015).

Dans le cadre du relèvement du taux d'électrification, les efforts ont permis une augmentation du réseau moyenne tension de 1.692 km en 2007 à 2.048 km en 2012, soit plus de 356 km construit ; et du réseau basse tension de 2.608 km en 2007 à 3.818 km en 2012, soit plus de 1.210km construit.

Autosuffisance énergétique et émergence économique

L'autre défi que le gouvernement togolais doit quotidiennement relever c'est la disponibilité de l'énergie électrique dans un environnement de forte demande des unités de production. Ainsi, plusieurs projets sont initiés en matière de



Le DG de la CEET (à g.) en visite de chantier

renforcement du parc national de production pour l'approvisionnement autonome en énergie, de construction du poste de transformation, de renforcement et de construction des alimentations en énergie électrique. On peut citer le projet de construction du poste de transformation 161/66/20 kV à Sokodé pour un montant de 12 milliards de FCFA et la construction d'une ligne de 161 kV Lomé-Atakpamé d'un coût de 25 milliards de FCFA. Aussi à mettre à l'actif de la politique énergétique de Faure GNASSINGBE, l'augmentation de capacité du poste de transformation électrique de Kara

avec l'installation d'un second transformateur d'une puissance de plus de 20 MVA que le premier.

Tous ces efforts n'ont certes pas résolus tous les problèmes énergétiques du Togo mais ils ont certainement contribué à l'amélioration de leur condition de vie. Une chose est certaine aujourd'hui, tous les togolais se réveillent chaque jour avec la conviction qu'aujourd'hui est mieux qu'hier et que demain sera meilleur en matière d'électrification et d'autosuffisance énergétique.

La Rédaction

## Mise en application du règlement 14 de l'UEMOA LE CNCT SENSIBILISE LES USAGERS DE LA ROUTE SUR LE RESPECT DU GABARIT, DU POIDS ET DE LA CHARGE A L'ESSIEU



La table d'honneur

Plusieurs usagers de la route sont retissant à respecter le règlement N°14/CM/UEMOA relatif à l'harmonisation des normes et procédures du contrôle de gabarit, du poids et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de transport de marchandises dans les Etats de l'UEMOA qui est rentré en vigueur depuis 3 mois déjà. Pour rectifier le tir, conseil National des Chargeurs du Togo (CNCT) a organisé une journée de sensibilisation le 16 mars dernier afin d'entretenir les usagers de la route sur le bien-fondé de ce règlement.

Le CNCT, a toujours inscrit dans ses priorités, la formation des usagers de la route sur la nécessité de sauvegarder les infrastructures routières que le gouvernement réhabilite à grand coûts. Dans cette optique, cette rencontre avec les transporteurs vise à faire du transport un secteur dépourvu de

risques liés à l'ignorance, à l'incivisme ou à l'entêtement des usagers de la route qui surchargent leurs véhicules malgré l'existence des textes nationaux et communautaires de la CEDEAO. Elle vise également à faire du principal usager qu'est le transporteur, un professionnel responsable, soucieux du bon état de son véhicule et des infrastructures routières, support important de communication à l'ère du transport multimodal.

« A l'heure où les efforts conjugués des pays de l'UEMOA visent à construire une économie viable et compétitive par rapport aux autres ensembles économiques sous régionaux du continent, nous avons l'obligation d'envisager avec détermination le développement et de changer en conséquence nos comportements très préjudiciables à nos Etats dans leur politique de se mettre sur les rails de l'urgence.

», a indiqué Mme ALIKI, représentante du Directeur Général du CNCT à l'ouverture de cette journée de sensibilisation.

Il faut rappeler que la surcharge des véhicules est nuisible pour nos routes et notre économie. Au-delà de la durée de vie normale d'une route, la surcharge constitue d'une part un phénomène anormal qui accélère la dégradation rapide et avant terme de ces ouvrages onéreux et d'autre part une source d'insécurité routière. Il est également prouvé que dans l'espace UEMOA les coûts socio-économiques des accidents de la route représentent entre 1 et 2% du Produit Intérieur Brut des Etats de l'Union. Le CNCT compte alors sensibiliser régulièrement les usagers de la route sur le respect des normes communautaires de l'UEMOA.

L. K

## Société : Phénomène des Enfants dits « Sorciers » dans la Préfecture de la Kozah LEADERS COMMUNAUTAIRES, CHARLATANS ET GUERISSEURS SENSIBILISES

Des leaders communautaires, charlatans et guérisseurs du canton de Kpanzindé (localité située au sud-Est de Kara dans la préfecture de la Kozah) ont été sensibilisés sur le phénomène des enfants dits « sorciers » par l'ong CREUSET-Togo. Cette activité s'inscrit dans le cadre du projet "justice et droit des mineurs", exécuté par cette Ong. La séance a permis à Nicolas Koussabalo, juge des enfants près le tribunal de Kara, de faire comprendre aux populations que la sorcellerie même si elle existe, il est néanmoins difficile de prouver que tel ou tel est un sorcier".

"En accusant des mineurs à tort ou à raison d'être des sorciers et surtout en les infligeant des sévices, on tombe sous le coup de la loi", a-t-il souligné.

Les charlatans ont donc compris les risques qu'ils en courent en infligeant des violences aux mineurs soit disant qu'ils veulent les exorciser.

Christian Apeta, chef d'antenne Kara de CREUSET-Togo s'est dit satisfait de cette grande mobilisation et surtout

de la forte participation des charlatans qui "se sont engagés publiquement à ne plus exercer des violences sur les enfants qui leur sont confiés pour l'exorcisme".

Il a aussi fait savoir que CREUSET-Togo veut à travers ces échanges réguliers, mettre un terme à ce phénomène qui dévalorise les enfants.

Rappelons que l'Ong CREUSET-Togo œuvre depuis 2006 dans la lutte contre les mauvais traitements infligés aux enfants en conflit avec la loi notamment à travers plusieurs projets dont le dernier en cours d'exécution est "justice et droit des mineurs".

Elle œuvre aussi pour la réinsertion socioprofessionnelle de ces enfants. L'Ong Creuset-Togo dispose d'un centre de transit des enfants avant leur réinsertion familiale, scolaire ou professionnelle. Elle a pour partenaire Kinder Rechte Afrika (KIRA) et BMZ (coopération allemande).

Source : Savoirnews

## Mutualisation des énergies en vue de la couverture de la présidentielle 2015 UNE PLATEFORME COMMUNE POUR LA COLLECTE ET LA DIFFUSION DES INFORMATIONS

Initié par 4 organisations de la presse et des médias du Togo, « la plate-forme des médias » se propose de procéder, lors des élections présidentielles à venir, à la collecte, au stockage, au traitement, à la gestion, et à la diffusion de données de l'élection présidentielle d'avril 2015. Le déroulement du projet ainsi que ces différentes composantes, 4 au total, ont été présentées aux partenaires et aux journalistes lors d'une conférence presse.

Ces 4 composantes sont entre autre : la collecte au stockage, au traitement, à la gestion, et à la diffusion de données dévolue au CONAPP ; le monitoring ; production du code de conduite et d'éthique de même que les gilets ; sensibilisation des médias respectivement confiés à l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), au Patronat de la Presse Togolaise (PPT), et à l'Union des Radios et Télévisions du Togo (URATEL).

Cette initiative soutenue par le Système des Nations Unies au Togo (PNUD) vient à point nommé pour pallier aux difficultés que rencontrent les rédactions dans le déploiement de leurs journalistes pour suivre de bout en bout le scrutin présidentiel, de la campagne au vote proprement dit. A cet effet, une antenne nationale de coordination sera installée dans les locaux de la maison de la presse à Lomé avec un relais décentralisé dans la préfecture de la Kozah. Mis à part les kits internet qui seront mis à la disposition des reporters pour l'envoi des dépêches, en temps réel, à la coordination de Lomé ; il y aura également des points de ralliement qui seront installés à travers tout le pays pour permettre aux journalistes sur le terrain de centraliser les informations qui une fois sur place seront traitées puis envoyées à Lomé.

Précisons que ces 50 journalistes qui seront recrutés bénéficieront d'une formation de deux jours assurée par des agenciers et experts minutieusement choisies pour l'occasion afin de doter ces reporters des connaissances et astuces pour la collecte et les traitements d'information en vue de la rédaction des dépêches. Les critères de sélections exigés sont entre autre : une expérience d'au moins deux ans dans une rédaction, une autorisation signée du responsable de l'organe de provenance sans compter la probité morale des reporters et leur impartialité. « Les reporters recrutés et mis sur le terrain ne travailleront ni pour leur organe de provenance, ni pour eux-mêmes, mais pour la plate-forme », a précisé Augustin SIZING, Président de l'OTM avant d'ajouter que toute rédaction souhaitant avoir plus d'information sur les dépêches qui seront publiées par la plate-forme, sur le portail d'un site internet qui lui sera dédié, doit s'adresser directement à la plate-forme qui aura son siège dans les locaux de la maison de la presse à Lomé.

Cette initiative est non seulement louable à en juger par la mission que s'assignent les organisateurs, mais aussi une première qui a réussi à mettre ensemble ces 4 organisations de la presse et des médias du Togo.

Warhyss Dt

### COMMUNIQUE DU HCRRUN

Les activités du Haut-Commissariat à la Réconciliation et à l'Unité Nationale lancées le jeudi 19 mars 2015 lors d'une cérémonie officielle présidée par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, représentant le Chef de l'Etat se poursuivent.

Pour l'heure, le HCRRUN exprime sa profonde gratitude à tous ceux qui ont honoré de leur présence l'importante cérémonie de lancement, ainsi que toutes les composantes de la société togolaise qui ont bien voulu assister aux premières séances d'échanges qu'il a initiées. Elles ont permis de recueillir de précieuses observations, suggestions et contributions qui lui permettront de mener à bien mission.

Aussi, HCRRUN saisit-il l'occasion pour informer le public qu'après la Commune de Lomé, il entame du 23 au 30 mars 2015 dans les cinq régions du pays, une tournée d'information, de sensibilisation et d'échanges avec les populations pour recueillir leur perception du processus de réconciliation au Togo.

Il s'agira d'amener les responsables régionaux notamment les représentants des partis politiques, des médias, des organisations de la société civile, les leaders d'opinion locaux, etc. à mieux s'imprégner de la mission du HCRRUN, pour se l'approprier afin de contribuer à une bonne mise en œuvre des recommandations de la CVJR.

En effet, le HCRRUN devra aider à mener des actions de nature à contribuer à l'instauration d'un climat social et politique apaisé nécessaire à la réconciliation nationale, promouvoir les valeurs de coexistence pacifique, la culture du dialogue et de la solidarité, l'acceptation de la diversité de pensées et d'opinions, et promouvoir à travers toutes les instances entre tous les acteurs de la vie nationale la réconciliation, la paix, et l'unité nationale.

Pendant dix jours, le HCRRUN se rendra respectivement le 23 mars 2015 à Tsévié, le 24 mars à Atakpamé, le 25 mars à Sokodé, le 26 mars à Kara, le 27 mars à Dapaong, et le 30 mars à Djéréouyé dans la Préfecture de l'Ogou.

Fait à Lomé, le 21 mars 2015

Le HCRRUN



VOTRE NOUVELLE SÉRIE TÉLÉ  
LE TRIANGLE DE  
L'AMOUR

Infoline: 91 90 50 41



**DÉSORMAIS SUR *LCF* TOUS  
LES SAMEDI ET DIMANCHE  
À 21H00**

Pour tout renseignement,  
information ou conseil

contacter le centre d'appel  
au N° VERT



**8201**